

ANNONCES DU 1^{ER} MINISTRE – CAP 2022

AU NOM DES ÉCONOMIES,

LE GOUVERNEMENT EST PRÊT A FAIRE N'IMPORTE QUOI !

Toutes les structures qui reçoivent des fonds publics pour s'occuper, accompagner, aider... les personnes les plus fragiles de notre Pays sont suspendues, depuis des mois, aux annonces du Comité d'Action Publique 2022, plus connu sous le nom de CAP 2022.

La feuille de route est décrite de la manière suivante sur le site du gouvernement :

- Pour les usagers : améliorer la qualité des services publics, en passant d'une culture du contrôle à une culture de la confiance ; en travaillant à la simplification et à la numérisation des procédures administratives – **Pour exemple** : « l'efficacité et la simplicité » d'une inscription à Pôle Emploi pour un demandeur d'emploi.
- Pour les agents publics : leur offrir un environnement de travail modernisé, en les impliquant pleinement dans la définition et le suivi des transformations – **Ah bon, les salariés associés aux changements, depuis quand ? A part leur parler d'applications, d'algorithmes, de big data, de ratios, rien !**
- Pour les contribuables : accompagner la baisse des dépenses publiques, avec un objectif assumé de -3 points de PIB d'ici 2022 – **Au moins là, c'est clair, on a droit à la vérité !**

Dans les multiples annonces de ce 18 juillet, le 1^{er} Ministre dit vouloir une expérimentation de fusion de structures Missions Locales dans Pôle Emploi, au local, dans le cadre d'une gouvernance adaptée ! Ce qui signifierai qu'une association de Loi 1901, financée par des fonds publics issus de l'Etat, mais aussi... de collectivités locales, pourrait être dissoute dans un Etablissement Public à caractère Administratif ? Ces mêmes collectivités locales pourraient donc financer Pôle Emploi au local, sans avoir de pouvoir de décision, et inversement, des directions de cette institution pourraient donner des ordres à des salariés ML ayant des contrats de travail signés par des Présidents de structures indépendantes ???

Ouvrir cette expérimentation (Et en France, cela veut souvent dire « généralisation ») permettra la disparition de la spécificité l'accompagnement global des jeunes, la fin de l'ancrage territorial et la régionalisation, à terme, du S.P.E et sûrement bien d'autres conséquences plus graves pour les salariés et les jeunes !

La veille de cette annonce, les journaux faisaient encore état d'une demande « d'effort » faite à Pôle Emploi. Effort supplémentaire s'ajoutant à l'annonce d'une suppression de 4000 postes. Mais pour ne pas fâcher ou se fâcher entre Ministères, Bercy et Grenelle ont décidé – au nom des Économies à faire – de déshabiller Pierre (les ML) pour habiller Pôle !

INADMISSIBLE ET NOUS ALLONS NOUS MOBILISER.